



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°86, 1970. pp. 85-92;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1970_num_86_1_2126

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de

Sociologie rurales de l'I.N.R.A. Nous remercions en particulier Mademoiselle C. Pinson, documentaliste, pour l'aide qu'elle nous apporte.

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- | | |
|------------------------------------------------|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement. | 13. Sociologie. |
| 2. Economie générale. | 14. Démographie. |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire. |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes. | 16. Croissance et développement. |
| 5. Offre agricole. | 17. Planification. |
| 6. Débouchés - Consommation. | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation. | 19. Politique agricole. |
| 8. Prix et revenus. | 20. Marché commun. |
| 9. Coopération. | 21. Commerce international. |
| 10. Organisations professionnelles. | 22. Agricultures étrangères. |
| 11. Structures. | 23. Etudes par produit. |
| 12. Institutions - Législation. | |

1) Recherche - Enseignement.

Sélection bibliographique relative à l'analyse de systèmes, au PPBS et autres méthodes modernes de gestion. — Ministère de l'Agriculture, Direction générale de l'administration et du financement, Bureau RCB, Choix (2) 1970, 10 p.

2) Economie générale.

BRANGEON (J.L.). — Les flux de capitaux entre l'agriculture et le reste de l'économie. — Econ. et Soc. 4 (2) fév. 1970, 399-419.

DI COCCO (E.), MORIN (M.), VAN EIJK (C.J.), WEINSCHENK (G.). — Prévisions agricoles. 1. Méthodes, techniques et modèles. — Bruxelles. Commission des C.E. Dir. gén. de l'Agric. Inform. internes sur l'Agric. (44) sept. 1969. III-259-E p., bibliogr.

3) Gestion et programmation dans l'entreprise.

BOUSSARD (Jean-Marc). — Programmation mathématique et théorie de la production agricole. Préf. de L. Fauvl. — Paris, éd. Cujas, 1970. - 24 cm V-252 p.

CARLES MARSAL. — Analyse factorielle de groupes d'entreprises agricoles en Basse-Normandie. (Entreprises agricoles suivies en gestion des Bocages de l'Orne, du Calvados, de la Manche et des Pays d'Auge de l'Orne et du Calvados). — Grignon, INRA-Lab. d'Econ. rur. fév. 1970, 49 p. multigr.

CORDONNIER (P.), CARLES (R.), MARSAL (P.). Economie de l'entreprise agricole. Préparation des décisions. — Paris, Ed Cujas, 1970. — 18 cm, 543 p.

La gestion par les objectifs (C. COUFFIN). — La pratique des budgets (R. BELLOC). Budget et programmation. (A. L'HENRY). Le budget et la gestion d'un verger (I. PERALES). Le contrôle budgétaire aujourd'hui et demain (C. COUFFIN). — Purpan (73) oct.-déc. 1969, 225-296.

Résultats économiques en 1966 des exploitations agricoles adhérentes des Centres de gestion et d'économie rurale. Exploitations de cultures spéciales. Paris, IGER, mars 1970, 107 p., tabl., graph., cartes.

Résultats économiques en 1966 des exploitations agricoles adhérentes des Centres de gestion et d'économie rurale, n° 3. — Paris, IGER, mars 1970, 63 p., tabl., carte.

SEBILLOTTE (J.), ROSSIER (M^m). — Eléments de gestion financière de l'entreprise agricole. — Cah. IGER, mai 1970, 135 p.

4) Statistique, méthode et enquêtes.

Les comptes des secteurs « agriculture » et « industries agricoles et alimentaires » dans le cadre des comptes des entreprises par secteur série 1959-1966, base 1962. — Cah. Statist. agric. (154) janv.-fév. 1970, F1-F12, tabl.

5) Offre agricole.

ALTMANN (C.). — Structure de la production céréalière en France. — Paris, INRA-Econ. et Soc. rur., Sér. Trav. de recherches (1) mai 1970, 118 p., carte, tabl., graph.

LEGAL (C.). — Contribution à la recherche de l'équilibre lait-viande. Eléments pour une politique rationnelle, fondés sur l'analyse démographique du troupeau et des perspectives de consommation. — Toulouse, CNRS et INRA Lab. d'Econ. rur. annexé à la Fac. de Droit et Sci. écon., nov. 1969, 70 p., tabl.

LOUSTAU (P.), MASSOT (M.). — Le calendrier de l'offre de pommes de table dans la Communauté Economique Européenne. — CTIFL Documents (25) janv. 1970, tabl., bibliogr.

6) Débouchés - Consommation.

FOUQUET (A.). — La demande de produits agricoles et alimentaires est prévisible. — Econ. et Statist. (13), juin 1970, 29-41.

LAFFONT (Jean-Paul), PACAUD (Alain). — Analyse et perspectives de la consommation de viande bovine en France, sous la dir. techn. de L. Mazenc. — Toulouse, Lab. d'écon. rur., nov. 1969, 49 p. + ann.

7) Commercialisation.

CAYROL (André), DEBAUGE (Daniel). — Analyse des marges sur la commercialisation des viandes bovines, sous la commercialisation des viandes bovines, sous la dir. techn. de L. Mazenc. Toulouse, Laboratoire d'écon. rur., nov. 1969, 79 p., tabl., graph., ann.

LAURET (F.). — Evolution de la commercialisation des fruits et légumes dans les zones de production française. — Communication faite au Congrès pomologique de Valence, 2 avril 1970. — 9 p.

8) Prix et revenus.

Le prix des terres agricoles en 1968. — Cah. Statist. agric. (154) janv.-fév. 1970 F1-F62 tabl. cartes.

11) Structures

BLATIN (D.), DROU (M.N.). — Enquête communautaire sur la structure des exploitations agricoles en 1967. — Cah. Statist. agric. (154) janv.-fév. 1970, E1-E40, tabl., 18 graph.

HARRISON (H.), ALEXANDER (D.J.). — Projection of farm numbers and farm size structure with Markov Chains. — Irish J. agric. Econ. rur. Sociol. 2 (1) 1969, 105-116.

MOUNIER (A.). — Le complexe agro-industriel dans le capitalisme contemporain. L'exemple français. — Grenoble Centre National d'Etudes économiques et juridiques agricoles, nov. 1969, bibliogr., ann.

SOCIETE CENTRALE D'AMENAGEMENT FONCIER RURAL (SCAFR) Paris. — Le marché des terres agricoles en 1968. Analyse des notifications des ventes de fonds agricoles reçues par les SAFER en 1968. — 84 p., nbr. tabl., cartes graph. ann.

VIAU (C.), LAURENT (C.). — La concentration des terres dans les exploitations agricoles entre 1955 et 1963. — Statist. agric. suppl. sér. Et. (53) juil. 1969, 146 p. tabl. graph.

12) Institutions - Législation.

BELLAS (V.). — La mensualisation, vers l'unification de la condition des salariés. — Projet (45) mai 1970, p. 599-602.

13) Sociologie.

DAUCE (Pierre), JEGOUZO (Guenhaël). — L'inertie professionnelle des chefs d'exploitation agricole. — Et. rur. (36) oct.-déc. 1969, 37-65, carte, tabl., bibliogr.

GUIGOU (J.L.), VIGUERIE (J. de), COUTURIER (Y.). — Les saisonniers étrangers dans l'agriculture française. — Montpellier, E.N.S.A., Chaire d'économie rurale, mars 1969, 119 p., tabl., bibliogr.

LACOMBE (P.). — Les élections sociales en agriculture. — Dr. soc. (11) nov. 1969, 2-18.

14) Démographie.

LOCOH (Y.). — La population des ménages agricoles. Emigration et vieillissement. Résultats depuis 1962 et perspectives jusqu'en 1975. — Population 25 (3), mai-juin 1970, 497-516, tabl., graph.

15) Histoire.

LHOMME (J.). — La crise agricole à la fin du XIX^{me} siècle. Essai d'interprétation économique et sociale. — R. écon. 21 (4) juil. 1970, 521-553, graph.

VAN DER WEE (H.), PEETERS (T.). — Un modèle de croissance interséculaire du commerce mondial (XII^{me}-XVIII^{me} siècles). — Annales 25 (1) janv.-fév. 1970, 100-126.

19) Politique agricole.

FARCY (H. de). — Sortir de l'impasse l'agriculture française. — Projet (43) mars 1970 ; 332-342.

HEADY (E.O.). — Criteria for compensation policy in agriculture. — Irish J. agric. Econ. rur. Sociol. 2 (1) 1969, 1-12.

20) Marché commun.

FARCY (H. de). — L'agriculture anglaise face au marché commun. — Projet (44) avr. 1970, 488-490.

A. Le financement de la politique agricole commune de la C.E.E. B. Le régime définitif du financement de la politique agricole. — Nouv. Polit. agric. commune (3) mars 1970, 11 p.

Politique économique de la C.E.E. Orientation à moyen terme 1971-1975 (Memorandum de la Commission au Conseil). — Union Agric. (304) fév. 1970, 16-25.

22) Agricultures étrangères.

COURTOIS (B.). — Les Etats-Unis face au Marché commun agricole. — Paris, Ed. Cujas, 1970. — 24 cm, VIII-159 p., tabl., graph., ind.

Handbook of agricultural charts 1969. — USDA, Agric. Hdbk (373) nov. 1969, 146 p. tabl. graph.

KLATZMANN (J.). — Originalité de l'agriculture. — Projet (46) juin 1970, 703-706.

LE GOUIS (Michel). — Exode rural aux Etats-Unis. Espace 90 2 (8) janv.-fév. 1970, 23-30.

ROUYERAN (J.-C.), CHAVANES (B.). — Approche descriptive et quantitative de l'agriculture malgache. — Madagascar, Fac. Droit et Sci. écon., 239 p., carte, tabl., graph.

TRIOMPHE (J.). — L'agriculture soviétique et la réforme économique. — Econ. et Polit. (192-193) juil.-août 1970, 29-52.

23) Etudes par produit.

DES ACCORDS (Michel). — Les produits alimentaires de substitution. Leur développement et ses conséquences sur les produits agricoles. — Paysans (80) mai 1970, 43-51.

Etude sur la structure du cheptel porcin. déc. 1968. — Statist. agric. suppl. sér. Et. (58) nov. 1969 95 p. tabl., graph., ann.

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA. Certains d'entre eux seront analysés ultérieurement.

11) Structures.

ROSIER (B.). — Structures agricoles et développement économique. — Paris, Mouton, 1969. — 22,5 cm, 415 p., bibliogr., graph.

12) Institutions - Législation.

O.C.D.E. Paris. — La vulgarisation agricole. Evolution dans les pays membres de l'OCDE. — Paris OCDE 1969. — 24 cm, 413 p., tabl. graph.

3) Sociologie.

LAMBERT (B.). — Les paysans dans la lutte des classes. — Paris, Ed. du Seuil, 1970. — 18 cm, 190 p.

LEFEBVRE (H.). — Du rural à l'urbain. — Paris, Ed. Anthropos, 1970. — 20,5 cm, 288 p.

16) Croissance et développement.

KAYSER (B.). — Nécessité et difficultés de l'aménagement de l'espace rural. In : Aménagement du territoire et développement régional vol. III, p. 63-91, bibliogr., graph.

17) Planification.

FARHI (L.), VERCUEIL (J.). — Recherche pour une planification cohérente. Le modèle de prévision du Ministère de l'agriculture. — Paris, Ed. CNRS, 1969. — 24 cm, 101 p., tabl., graph.

19) Politique agricole.

O.C.D.E. Paris. Rapports sur les politiques agricoles. Le développement de l'agriculture en Europe

méridionale. — Paris, OCDE, 1969. — 24 cm, 454 p., tabl., graph.

22) Agricultures étrangères.

CENTRE NATIONAL DU COMMERCE EXTERIEUR. — Division des études des marchés agricoles. Service des produits agricoles. — Structures de la production porcine au Danemark. — Paris, CNCE, avr. 1969, 244 p.

TIDAFI (T.). — L'agriculture algérienne et ses perspectives de développement. — Paris, Maspero, 1969. — 21,5 cm, 223 p., carte, bibliogr.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

PROU (Ch.), CHERVEL (M.). — *Etablissement des programmes en économie sous-développée. Tome 3 : l'étude des grappes de projets*. Dunod, Paris, 1970.

Lorsque la micro économie usuelle est défaillante et ne permet pas de choisir un programme, « seuls demeurent comme instruments d'analyse ceux de l'économie globale : or ils se prêtent mal à l'étude des projets particuliers ». C'est la raison pour laquelle les auteurs rejetant le raisonnement au coup par coup sur des projets dispersés, cherchent un compromis *au niveau semi-global*. Ils proposent d'étudier des groupes de projets *liés*, rassemblés par gerbes.

Ce livre est savoureux : il dénonce, abondamment un certain nombre d'attitudes intellectuelles peu honnêtes vis-à-vis des réalités.

En principe, il s'agit de choisir entre l'utilisation de prix de référence et la recherche des effets « induits » liés à la décision examinée.

S'il n'est pas possible de calculer honnêtement les prix de référence, et si on ne peut faire entendre raison aux responsables des décisions, il faut choisir le deuxième chemin : rechercher tous les prolongements « réels » des décisions envisagées. C'est difficile, car leurs conséquences sont lointaines.

Rien ne s'oppose à ce que l'on combine les deux méthodes : retoucher *discrètement* les prix initiaux et explorer de façon *limitée* les effets induits.

Ce débat est doublé d'un choix secondaire entre raisonnement aux prix de marché ou au coût des facteurs.

Le phénomène fiscal, par son existence même, s'impose au respect : « On est conduit à raisonner aux prix du marché, tous transferts inclus, en donnant implicitement une réponse aux problèmes de répartition en même temps que l'on répond aux problèmes de production ». « C'est une manière de procéder qui a l'avantage du réalisme et l'inconvénient d'être assez choquante du point de vue de l'analyse économique ». Cette réflexion reflète tout l'esprit du livre.

Insistons sur la première partie, consacrée au pourquoi des problèmes posés. Les auteurs examinent de façon originale les difficultés nées de l'environnement économique.

A côté du sous emploi, de l'hétérogénéité des populations et de l'appareil productif, on insiste sur *les bonnes et les mauvaises chances*. On se trompe toujours dans la facture d'un projet, mais ceci n'est pas propre aux pays en voie de développement. « La facture de « Concorde » vaut bien celle du barrage de Bou Namoussa, quant au rythme de croissance » !

Ce qui est plus important, ce n'est pas « la main cachée », mais la « main qui cache » : cette sorte de voile qui empêche heureusement les promoteurs de beaucoup de grandes œuvres d'apprécier correctement

les risques qu'ils acceptent (p. 41 à 44). « La main cachée est essentiellement un mécanisme par lequel quelqu'un qui a horreur du risque est transformé en quelqu'un qui prend des risques ». L'exemple d'une papeterie aux Indes est percutant : « la crise du bambou suscita une diversification bénéfique des sources d'approvisionnement » de l'usine.

Un autre aspect nouveau, c'est l'analyse de la dialectique des relations entre la périphérie et le centre de planification d'un pays. « Dans la plupart des cas, les partenaires au processus de planification se comportent comme des joueurs prêts à tricher plutôt que formant un groupe lié par un intérêt unique ».

« Les grandes décisions se jouent sur la délimitation du problème et sur l'énoncé des principales discontinuités ».

Ces quelques citations soulignent la richesse de cet ouvrage indispensable au parfait économiste de service.

La seconde partie montre ce que l'on peut attendre des prix de référence et comment on les calcule. Enfin, sont abordés les calculs de rentabilité des projets. Une méthode d'analyse semi globale est proposée.

(Ph. Mainié)

STAHL (H.-H.). — *Les anciennes communautés villageoises roumaines. Asservissement et pénétration capitaliste*. — *Académie de la République Socialiste de Roumanie. Editions du C.N.R.S., Paris, 1969.*

Du déclin des institutions seigneuriales, l'Europe de l'Ouest a vu se dégager la propriété paysanne. Dans l'Europe de l'Est au contraire, l'histoire des paysans n'a guère été qu'une longue et progressive déchéance. Dès qu'on va vers l'Orient, on retrouve des formes renouvelées de servage, d'autant plus dures qu'elles sont de date récente. Cette chute est l'effet, tout comme en Occident, d'une pénétration du capitalisme. Ainsi, le même phénomène social aurait eu deux conséquences contradictoires. Alors qu'en Angleterre, les landlords pour installer des formes de production « industrielle », ont dû faire place nette dans les villages, au moyen des enclosures, en Allemagne, les junkers procédèrent à l'inverse : pour asseoir les grands domaines, il a fallu lier le paysan à la glèbe et lui interdire de déguerpir.

Ce renouveau du sevrage n'est pas un retour à l'ancien état de choses, il résulte de l'influence exercée par le marché mondial capitaliste, en particulier celui des céréales. Les exactions féodales prennent la forme de tous les processus primitifs d'accumulation du capital.

Cette évolution se constate, à partir du 16^{me} siècle, de la Baltique à la Mer Noire. Si les rapports de servage, s'exacerbent dans certains pays, c'est à cause

de leur prise de contact, directe ou indirecte, avec le monde capitaliste.

L'auteur précise, en ce qui concerne les pays roumains, les conditions locales qui firent que la pénétration du capitalisme s'y opéra sous une forme très particulière : la vivacité des communautés villageoises est telle que certaines se retrouvent « libres » jusqu'au XX^m siècle, sans avoir jamais connu la présence d'un seigneur local. Cependant la régression des villages libres est manifeste. *Cette survivance rend possible l'usage des méthodes de recherche de l'archéologie sociale* : les faits connus et analysés par enquête de 1926 à 1964, sont mieux compris grâce à l'étude des textes anciens.

Les différences de technique agricole n'expliquent pas que certains villages sont restés libres et d'autres pas. Tous avaient le même niveau économique et les mêmes procédés de travail. L'explication est d'ordre historique : les conquérants nomades, attirés par le mirage de Rome et Byzance, se trouvent maîtres de certaines régions. Les villages communautaires y abondent. Les nomades utilisèrent les chefs autochtones comme agents locaux de leur pouvoir, en aidant leur enrichissement et en coupant ainsi les liens qui les assujettissaient à leurs tribus. Une association d'intérêt s'établit entre l'aristocratie nomade et l'aristocratie tribale autochtone.

L'auteur expose dans une première partie la vie interne des deux types de communautés contemporaines : libres et de type archaïque, libres et de type évolué. Il leur oppose les communautés des paysans corvéables des 18^m et 19^m siècles. La conquête de ces communautés villageoises, d'abord par l'Etat et l'Eglise, ensuite par la classe des boyards, les asservit peu à peu à la glèbe. La classe des paysans se disjoint en catégories diverses : paysans libres avec ou sans terre, serfs, paysans ayant des serfs... De même, une scission se produit au sein de la classe des boyards : un nombre restreint de familles seigneuriales deviennent maîtres de gigantesques domaines, aux dépens des villages libres et d'autres familles nobles.

L'auteur, dans ses conclusions, insiste sur les formes spécifiques prises par l'accumulation primitive du capital, qui engendre des transformations sociales radicales. Les boyards voulaient, en transformant les biens fonciers collectifs en biens privés, mettre la terre au service de la culture « blé-marchandise », et se présenter ainsi en commerçants efficaces, face aux capitalistes d'Occident. Mais ils restaient des féodaux dans leurs rapports avec les paysans. Les communautés villageoises asservies se désagrègent et finissent par disparaître. Seuls les villages libres continuent d'être les témoins de temps révolus.

(Ph. Mainié)

BOUSSARD (J.M.). — *Programmation mathématique et théorie de la production agricole*. Paris, Cujas, coll. marchés et structures agricoles, 1970, 251 pages.

L'analyse quantitative doit permettre de mieux mesurer les réactions des agriculteurs et de prévoir leur comportement. C'est l'ambition de l'auteur de schématiser ce qui se passe dans l'esprit de l'agriculteur, en particulier lorsqu'il se trouve dans son monde habituel de risque et d'incertitude.

La première partie expose de façon pratique comment il est possible de traduire en termes d'équations linéaires les faits techniques qu'on ne peut ignorer. Puis est abordée la question de l'utilisation de l'outil : problème de gestion d'un côté, définition des politiques agricoles de l'autre.

En ce qui concerne la définition de plan d'organisation optimale pour une entreprise, l'auteur critique très vivement l'approche *normative*. Il pense que les résultats trouvés sont inapplicables pour les agriculteurs, car des contraintes importantes sont négligées, ou bien parce que la fondation optimisée diffère des aspirations réelles des agriculteurs. Il préconise ainsi les utilisations *descriptives*.

Il s'agit de simuler le comportement réel d'un échantillon d'agriculteurs. La qualité du modèle, dont les solutions sont comparées aux faits observés, peut alors être éprouvée. Si un modèle ne parvient pas à reproduire une situation historique, c'est qu'il est mauvais.

Bien entendu, *la coïncidence entre modèle et réalité peut être fortuite*. Ce risque existe et les difficultés, pour le surmonter, ne sont pas encore résolues. Pour l'instant, il faut se contenter d'une vérification incomplète.

La troisième partie propose de traiter toute l'information qui parvient aux agriculteurs comme ils la traitent eux-mêmes, pour en déduire les décisions qu'ils seront amenés à prendre. En passant des plans individuels à leurs conséquences globales, on pourrait songer ainsi à planifier l'ensemble du secteur. C'est la partie qui nous paraît la plus ambitieuse et la plus originale, même si l'on est pas arrivé déjà à des applications en vraie grandeur suffisamment probantes.

L'idée est que la plupart des approches raffinées de la théorie de la décision ont le défaut de supposer que le sujet économique dispose de beaucoup plus d'informations qu'il n'en a réellement (ex : approches probabilistes). La théorie des anticipations de Shackle concentre l'attention sur une notion relativement claire pour l'entrepreneur, le foyer de perte ou de gain. L'auteur propose, en partant de cette idée, un modèle simplifié de comportement financier des agriculteurs. Soulignons au passage que si la consommation normale minimum de l'exploitant et sa propension marginale à épargner sont rangées ici parmi les variables exogènes, en réalité cette variable varie avec les résultats de l'activité économique et devrait être considérée comme

endogène. Cette simplification, nécessaire à cause de notre ignorance du comportement financier des agriculteurs, ne doit pas cacher *un risque : celui de passer à côté des phénomènes de mutation* et de changement de structure du *secteur agricole*. C'est un point dont les économistes auront à parler dans l'avenir.

Les efforts actuels portent sur l'utilisation de ces types de modèles. C'est d'elle que viendront les progrès futurs.

Une bibliographie complète accompagne cet ouvrage important. Même si des questions fondamentales ne sont pas résolues (heureusement !) ce livre constitue une étape essentielle dans la réflexion économique.

(Ph. Mainié)

ROUSSILLON (H.). — *L'Association générale des producteurs de blé. Fondation Nationale des Sciences Politiques*. — Colin, Paris, 1970.

L'A.G.P.B. constitue une étrange pyramide dont on ne peut définir la base, puisque, depuis 1945, cette organisation n'a plus d'adhérents mais des cotisants... Le prélèvement de la cotisation est fait par les organismes stockeurs sans que les associés s'en rendent compte.

C'est « la faiblesse du syndicalisme à vocation générale, divisé » et « politisé » qui explique la création des associations spécialisées. « Un des gros reproches, adressé par les agriculteurs au syndicalisme à vocation générale après 1918, c'est de ne pas être dirigé par eux ». Les notables en tiennent les rênes, aussi bien à droite qu'à gauche. De plus, la faiblesse financière des syndicats, due à ce que les cotisations ne sont pas proportionnelles à l'importance de l'exploitation, leur enlève toute efficacité.

La crise céréalière dès 1921, l'homogénéité du milieu et du produit concerné facilitent la création de l'A.G.P.B. Celle-ci lutte d'abord pour établir une protection douanière efficace et démarrer une organisation du marché, fondée sur les silos coopératifs et l'étalement des livraisons. Après les élections de 1936, l'A.G.P.B. s'oppose à l'office des céréales, tant pour des raisons politiques qu'idéologiques : le caractère étatiste de l'office irrite les producteurs de blé qui auraient souhaité une solution corporative. Paradoxalement, à cette époque, l'office du blé fut défendu par les petits propriétaires, auxquels il profitait le moins. En 1949, les passions tombées, l'un des fondateurs, Hallé reconnaît en avoir sous-estimé « un certain nombre d'avantages très sérieux (stabilité des prix, trésorerie assurée pour les livreurs de blé) ».

Après la libération, l'A.G.P.B. est recréé. Elle se rattache, au moins théoriquement au syndicalisme à vocation générale. « Elle ne va cesser de s'affirmer comme un des pivots de l'organisation professionnelle du monde agricole tout entier ».

Après ce rappel historique, l'auteur décrit l'organisation interne de l'A.G.P.B., ses rapports avec les autres organismes, le système de cotisations, le budget, les services centraux, les adhérents, les dirigeants enfin. C'est ensuite l'action de « structuration » du milieu et les objectifs qui sont examinés.

Ainsi l'action du groupe de pression sur le milieu même se trouve éclairée. Il l'informe autant qu'il le façonne. Finalement, c'est « toute la notion de représentation qui est en cause », car pour l'auteur, la représentation se transforme « en un choix des représentés par les représentants ».

« L'une des grandes forces de l'A.G.P.B. est d'avoir su rassembler des hommes ayant de très importantes responsabilités dans les autres organisations agricoles, publiques ou privées ». D'autre part, ses 250.000 adhérents céréaliculteurs sont « l'élite » des agriculteurs français. « On comprendra mieux pourquoi l'A.G.P.B. veut parler au nom des seconds autant que des premiers ». Dans cette action, l'association passe peu à peu de la contestation des mesures prises par le Gouvernement à la participation aux prises de décision.

Les objectifs de l'A.G.P.B. ont été de gagner la bataille des prix, aujourd'hui celle des débouchés extérieurs. Elle est cependant conduite à dépasser sa propre spécialité et à intervenir massivement dans le domaine de l'élevage, puisque le rôle des céréales y devient dominant.

(Ph. Mainié)

MOATI (P.), RAINAUT (P.). — *La Réforme agricole, clé pour le développement du Maghreb*. — *Collection agron. moderne*. Paris, Dunod, 1970, 336 p.

Données et objectifs possibles sont analysés au départ : bien sûr, il n'est pas de croissance équilibrée sans développement de l'agriculture.

Une revue des techniques applicables en zone irriguée comme en zone sèche permet de faire l'inventaire des moyens. On remarquera au passage l'exposé complet, bien que bref, des techniques de rénovation rurale expérimentée en Algérie par Monjaube (p. 164-169).

Il reste à définir une politique de la « réforme agricole ». « Entre la propriété effective de l'Etat employant des salariés dépourvus d'initiative, et le régime traditionnel du faire valoir direct, l'agriculture cherche une troisième voie » dans laquelle le paysan exercera un véritable métier. Telle est finalement l'une des questions de fond posée.

« La modernisation sera totale ou ne sera pas », c'est la thèse soutenue par les auteurs : concentrer les moyens sur des zones suffisamment réduites de façon à réunir tous les facteurs concernés, et aborder peu à peu ensuite les autres régions au fur et à mesure que des moyens nouveaux d'intervention

se trouvent libérés. C'est un vieux débat qui oppose les partisans d'une action dense à ceux d'une action diluée, généralisée sur l'ensemble du milieu (semences sélectionnées, charrue en fer, engrais...) et en général peu visible. Les auteurs penchent pour la première école, bien qu'ils remarquent d'ailleurs qu'il est difficile de « faire encore plus mal » que ne fait l'agriculture traditionnelle. La question n'est pas aisée à trancher : il faudrait d'abord pouvoir mesurer *les coûts et les avantages comparés des deux politiques*, en se fondant sur des résultats *effectifs* d'expériences suffisamment approfondies, menées in situ. Nous ne sommes pas sûrs que la réponse soit en faveur des actions concentrées, à cause du manque de moyens nécessaires pour les généraliser à grande échelle dans tout le pays, et à une vitesse suffisante.

Il faudrait ensuite voir plus clair dans le problème des *structures*. Les auteurs distinguent entre réforme agraire proprement dite (avec limitation de propriété, récupération de la plus value, attribution de terres) et réformes des structures de mise en valeur : obligation de culture, réforme des baux (on aimerait des détails sur le métayage au cinquième et ses effets anti-développants), organisation du crédit et de la vente. Mention est faite des difficultés de remboursement des emprunts consentis par les caisses de crédit. A travers cette courte observation, le lecteur souhaiterait savoir comment ces organismes soulagent en fait la misère paysanne aujourd'hui et comment ils pourraient s'intégrer dans les futurs organismes de développement pour en devenir l'une des armatures.

L'administration technique doit évoluer : les cadres préparés à la gestion d'ensembles décentralisés manquent, parce que les jeunes sont formés dans une tradition orale, incompatible avec les nécessités d'une administration moderne, et qu'ils doivent ensuite servir dans une administration chérifaine trop centralisée et trop lourde dans un pays aux ressources modestes.

Pour mettre en œuvre les projets, encore faut-il que les vulgarisateurs aient des attitudes efficaces vis-à-vis du paysan. Un fellah avisé se reconnaîtrait-il dans le portrait robot présenté à la fin de l'ouvrage ? Il est également nécessaire que les institutions s'adaptent au problème à résoudre. Les auteurs décrivent l'évolution du cadre administratif, depuis l'ancienne Direction de l'Agriculture de la colonisation, jusqu'aux offices autonomes du lendemain de l'indépendance. Leur échec est analysé en quelques phrases percutantes (p. 312).

Le dualisme d'une agriculture moderne, plaquée sur une immense population rurale vivant comme au moyen âge, pose un redoutable problème aux gouvernements, et à leurs assistants techniciens « qui devraient être des éducateurs, et non des dogmatiques, des technocrates ou des engagés ».

Ce livre engage un dialogue indispensable, préliminaire à tout constat efficace. Il reste la question essentielle, la survie des milliers de « bras inutiles ». Les « modalités concrètes d'intervention, selon les auteurs, restent difficiles à définir ».

(Ph. Mainié)